



Un livre culte :

Le suicide Français

2 - De la mort du père à la tutelle européenne

par Danièle Masson

Zemmour ouvre son livre, dédié à son père sur « la France, homme malade de l'Europe », et l'achève par l'issue fatale, à la manière des oraisons funèbres de Bossuet : « la France se meurt, la France est morte ». Entre les deux, il se nourrit de tout, cinéma, séries télévisées, chansons, football, avec des embardées volontaires dans l'histoire et dans l'actualité, pour expliquer les trois D, dérision, déconstruction, destruction, qui ont liquidé ce que Patrick Mandon, éditeur et traducteur, appelait « la vieille France romaine, grecque, judéo-vennoise, catholique, apostolique et païenne, ce bijou préservé d'intelligence et d'égarement, ce pays élu qui distrait Dieu lui-même, ce signe visible de l'œuvre de l'Esprit dans la géographie ».

La chronologie fait office de plan. L'auteur nous conduit de 1970 (la mort de De Gaulle) à 2007 (le traité de Lisbonne), et cette chronologie éparpille les faits et les hommes que Zemmour s'applique à éclairer les uns par les autres, quitte à reprendre les analyses de ses premiers essais politiques. La dérision, ce sont les cinéastes, les chanteurs, les professionnels de la parodie, qui illustrent la mutation radicale des valeurs en mai 68. La déconstruction, ce sont les maîtres-penseurs, les intellectuels,

Pierre Bourdieu, Deleuze, Derrida, BHL, Michel Foucault qui se définit lui-même comme un « artificier » : « je fabrique quelque chose qui sert finalement à un siège, à une guerre, à une destruction ». (1) La destruction ainsi préparée, c'est l'œuvre des politiques et de l'Union européenne, de Valéry Giscard d'Estaing à Jean-Claude Juncker. Dans l'héritage de mai 68 : « Mai 68 aura été à la République gaullienne ce que 1789 fut à la monarchie capétienne : le grand dissolvant ». (2)

En choisissant en exergue de sa première partie, 1970-1983, le mot du révolutionnaire Jean-Paul Rabaut Saint-Etienne, « l'histoire n'est pas notre code », Zemmour signifie qu'une continuité historique, brisée en 1789, a été liquidée en 68-70. Son livre s'ouvre sur la mort de De Gaulle, qu'il assimile à la mort du Père. Et il crédite le général d'avoir voulu renouer avec l'histoire, d'avoir voulu réconcilier les deux France, celle d'avant et celle d'après 1789. « La décapitation de Louis XVI avait annoncé la mort de tous les pères », selon le mot de Balzac : eh bien De Gaulle, « en remettant la tête d'un père suprême sur le corps de la nation, avait rétabli celle de tous les pères ». (3) La loi du 4 juin 1970, remplaçant l'autorité du père de famille par

« l'autorité parentale » - « le contrat d'association remplacerait l'imperium paternel » - (4) scella en quelque sorte la mort du père de famille.

Des actes les plus pernicioeux de De Gaulle, Zemmour n'oublie rien mais pardonne tout. Les communistes associés au pouvoir ? C'était « pour éviter la guerre civile ». (5) L'Algérie bradée ? De Gaulle était « héritier des maurrassiens antis colonisateurs de la fin du XIX^e siècle ». (6) L'abandon à la gauche des pouvoirs sur l'Education nationale, et le plan Langevin – Wallon, source du désastre éducatif ? « De Gaulle était enferré dans son alliance avec les communistes ». (7)

Zemmour file la métaphore du père et de la France. Avec De Gaulle « c'est la France qu'on enterre » ; De Gaulle était « le veuf inconsolé de la France ». (8) Et il emprunte à Philippe Muray son joli mot : « De Gaulle avait été le dernier père, et après lui viendrait le temps des papas poussette ». (9)

Là où Zemmour dessine son sillon, Patrick Buisson le creuse, et l'on ne s'étonne pas qu'il ait formé avec Philippe de Villiers et Éric Zemmour ce que leurs détracteurs appellent « le trio infernal », voué à la gramscienne reconquête culturelle, prélude à la reconquête politique assurée par d'autres. Deux ans après *Le suicide français*, Buisson, dans *La cause du peuple*, approfondit la mort du père ; « L'acte de décès du père en tant que figure de l'autorité, remonte à mai 68 ». (10) Au-delà du père, c'est toute autorité qui est visée : « Le mouvement des « enragés » fait de la figure du père sa cible première, non pas comme expression parmi d'autres, mais en tant que prototype et source de toutes les formes d'autorité ». (11) Ce qui est en cause, c'est l'homme,

c'est le sacré, c'est le politique : « Fonction paternelle, puissance maritale, valeurs viriles : ce sont ces trois dimensions que la société récusera à partir des années 1970 ». (12) Sera récusé en toute logique tout rapport au sacré : « la postmodernité se réduira à un vaste processus visant à délégitimer, décrédibiliser et destituer tout rapport à la transcendance et à l'immatériel ». (13) Et, enfin, toute autorité particulièrement politique : « A l'ère de l'individu-roi [...] l'autorité ne peut être perçue que comme une atteinte liberticide à la souveraineté du moi [...] Rien ne légitime plus le pouvoir, qui se voit alors restreint à la *potestas*, la puissance publique obligée de recourir à la coercition, quand l'*auctoritas* appelle le consentement ». (13) Coercition plutôt qu'autorité : ce sont les effets pervers de la mort du Père.

Le livre de Zemmour s'inscrit dans l'héritage de cette mort du Père, de la mort du monarque républicain que fut De Gaulle, de la mort du roi : « Maurras exalta jadis les quarante rois qui ont fait la France ; il nous faut désormais conter les quarante années qui ont défait la France ». (14) Il s'inscrit ainsi, à sa manière, dans la lignée de ceux qui chantent :

« Les rois ont fait la France,
Elle se défait sans roi ».

Ce qui rend pour le moins paradoxale son admiration pour Robespierre, au nom de « l'unité de la nation contre les effets délétères de l'individualisme des droits de l'homme ». (15) Robespierre dirigea avec Danton le procès de Louis XVI, poussa à sa condamnation à mort, fut l'initiateur de la Grande Terreur. On peut difficilement attribuer à ce parricide

le mérite d'avoir sauvé la patrie, c'est-à-dire la terre des pères, en danger.

Ce que Zemmour aime en De Gaulle, c'est le nécessaire machiavélisme du prince. Pour lui, « De Gaulle était un émule de Machiavel et de Richelieu » : « il ne connaissait que les rapports entre Etats, les souverainetés nationales et la *realpolitik*. Il ignorait les régimes et ne faisait pas de morale au nom des droits de l'homme ». (16) Provocateur, il voit en lui « un enfant de Maurras », (17) il admire sa volonté d'indépendance qui le pousse à quitter l'OTAN, à se libérer du « protectorat américain », « à se lancer dans une politique d'alliances tous azimuts », de l'URSS au Canada et au Mexique. « Ce fut le sommet de la volonté gaullienne d'indépendance nationale ». Zemmour y voit une mise en œuvre tardive de « la France seule », (18) chère à Maurras, et qui n'eut pas de lendemains.

Pour De Gaulle comme pour Zemmour, ce qui compte d'abord c'est la France. « Il y a d'abord la France, ensuite l'Etat, enfin, autant que les intérêts majeurs des deux sont sauvegardés, le droit », disait De Gaulle. Et Zemmour déplore le retournement de la pyramide depuis la mort de De Gaulle : « D'abord le droit, puis l'Etat, et enfin, quand elle n'est pas vouée aux gémonies la France. Le culte germaniste de l'Etat de droit a supplanté la souverainiste raison d'Etat gaullienne ». (19)

L'effacement du politique s'amorce avec ce « retournement de la pyramide », et la « révolution des juges » qui signe le primat du droit sur le politique. Zemmour note les étapes par lesquelles le droit, qui n'est jamais loin de l'idéologie, devient, plutôt qu'une autorité, un pouvoir : le 16 juillet 1971, Georges Palewski, président du Conseil Constitutionnel,

décide d'annuler une loi parce qu'elle dérogeait, selon le Conseil, à un principe fondamental de la Déclaration des droits de l'homme. (20) En 1974, le président Giscard d'Estaing autorise soixante députés et sénateurs à porter toute loi nouvelle devant le Conseil Constitutionnel. (21) En 1981, Robert Badinter, ministre de la Justice, décide « la reconnaissance par la France du recours individuel devant la Cour européenne des droits de l'homme. Chaque Français pourrait désormais attaquer son propre Etat devant une cour étrangère ». (22) L'Etat n'est plus la clé de voûte qui ne s'embarrasse pas de procédure judiciaire, puisque le juge souverain, c'est le peuple. Désormais, « la politique était saisie par le droit, qui ne la lâcherait plus ». (23)

Autre tournant qui parachève les précédents : la loi Pleven du premier juillet 1972, en élargissant démesurément la notion de discrimination, et sous-traitant aux associations grassement payées la charge d'exercer la police de la pensée devant les tribunaux, supprime la liberté d'expression et de pensée : « La loi donne au juge le droit et le devoir de sonder les cœurs et les âmes, de faire l'archéologie des pensées et des arrière-pensées ». (24) À l'époque, dans les années soixante-dix, d'une immigration maghrébine massive, la loi Pleven annonçait « la dissolution programmée de la nation dans un magma planétaire ». (25)

Zemmour n'a pas de mots assez durs pour les « grands prêtres du droit », « alchimistes » qui piochent dans les « Saintes Ecritures » (26) de la Déclaration ce qui leur convient, et pratiquent en fait le droit comme rapport de forces entre les classes sociales à la manière marxiste, comme l'illustra « l'affaire Dreyfus

en miniature » (27) que fut le procès de Bruay-en-Artois.

« Mais le droit ne règne jamais sans son alter ego : le marché ». (28) Et Zemmour fustige l'Union européenne, fruit des traités de 1992 à 2007, qui conjugue les effets ravageurs du dessaisissement du politique par le droit, du règne du marché, et de l'histoire en embuscade : l'hégémonie allemande.

« La construction européenne s'éleva comme un mur entre une représentation sans pouvoir (les gouvernements des Etats) et un pouvoir sans représentation (les technocrates, les juges et les lobbies) à Bruxelles ». (29) Cette désappropriation, Zemmour la traque dans les mots : « gouvernance » emprunté au vocabulaire des entreprises est préféré à gouvernement, « responsabilités » à « pouvoir ». Il illustre ses propos par les priorités de Chirac en 2002 : « la lutte contre le cancer, l'insécurité routière et l'insertion des handicapés. Des objectifs dignes d'un président de Conseil général ». (30) Les vrais gouvernants ne sont plus les chefs d'Etat : « Le commissaire, le juge et le banquier revêtirent la pourpre des cardinaux ». Les élites européennes se débarrassent comme d'un oripeau de leur identité. « I'm not french » (31) : ce fut le premier mot de Jean-Claude Trichet, nouveau gouverneur de la Banque centrale européenne.

L'amoureux de la France, que Zemmour a reçue comme un don plus que comme un héritage, constate qu'elle n'est plus maîtresse d'elle-même. La liberté totale, à l'intérieur de l'Union européenne, des mouvements de capitaux, de marchandises, d'hommes, de services, signe l'effacement de la France : « Américanisation et libéralisation sont les deux mamelles du monde qui s'annonce. L'Europe en est le cheval de Troie ». (32) Chaque étape

de la construction européenne entraîne la suivante, en un engrenage infernal : du marché commun au marché unique à la monnaie unique aux règles budgétaires communes et jusqu'au rêve d'une politique européenne commune, rêve brisé parce qu'il n'y a pas de peuple européen et qu'il n'est pas possible de dissoudre les nations, comme il n'est pas possible de faire une omelette avec des œufs durs.

On peut aussi penser que, comme il y eut une Europe française, il y a une Europe allemande. On peut déplorer que Zemmour identifie la réunification allemande, et donc la chute du mur, à une « catastrophe géopolitique », parce qu'elle renforce l'Allemagne au détriment d'une France qui seule lui importe. Par sa réunification, par sa bonne santé économique, l'Allemagne, selon Zemmour, « retrouvait sa domination naturelle dans un ensemble confédéral ». (33) Elle effaçait l'histoire tragique du XX^e siècle, et « retrouvait sa domination économique, politique [...] sur l'Europe. Elle renouait le fil interrompu du Saint Empire romain germanique ». (34) « L'objectif ultime et secret de la stratégie allemande » était d'« imposer à l'Europe, par l'industrie et la monnaie, son hégémonie qu'elle n'avait pu obtenir [...] par les armes ». (35) Zemmour aurait aimé une Europe française ; il ne se console pas de voir grandir une Europe allemande.

L'Union européenne en outre héritait d'une philosophie dévoyée, d'« un universalisme inspiré de son modèle chrétien » [...], d'« un millénarisme post-chrétien [...] porté au départ par les élites démocrates – chrétiennes qui ont fait l'Europe, et devenu la religion des droits de l'homme de toutes les élites européennes ». (36) Et de citer Jean-Louis Ha-

rouel : « Ce postchristianisme est aujourd’hui un millénarisme dévot de l’universel, très hostile à la souveraineté des nations européennes. C’est lui qui inspire la construction européenne. C’est lui qui vide les institutions démocratiques de leur contenu politique. C’est lui qui prône sur le mode universel l’amour de l’autre poussé jusqu’au mépris de soi ». (37)

Mais, remarque Zemmour, les idéologues catholiques libres-échangistes, avec à leur tête Jacques Delors, qui avaient « rêvé d’un monde débarrassé du politique [...] porteur de paix et de justice », n’imaginaient pas que le libéralisme économique pouvait être associé à la tyrannie politique. Or l’exemple de la Chine communiste illustre « cette alliance inédite [...] d’une efficacité redoutable, à la grande joie des multinationales qui exploitent sans vergogne des millions d’esclaves mis à leur disposition ». (38)

Danièle Masson
(à suivre)

- 1 - *Le suicide français*, Albin Michel. p. 122.
- 2 - *ibidem*, p. 523.
- 3 - *Ibid.* p. 29.
- 4 - *ibidem* p. 31.
- 5 - *ibidem* p. 157.
- 6 - *ibidem* p. 140.
- 7 - *ibidem* p. 157-8.
- 8 - *ibidem* p. 24.
- 9 - *ibidem* p. 28.
- 10 - Patrick Buisson, *La cause des peuples*, Perrin, septembre 2016, p. 107.
- 11 - *ibidem* p. 107-108.
- 12 - *ibidem* p. 108.
- 13 - *ibidem* p. 109.
- 14 - *Le suicide français*, p. 16.
- 15 - *ibidem* p. 319.
- 16 - *ibidem* p. 472.
- 17 - *ibidem* p. 21.
- 18 - *ibidem* p. 338.
- 19 - *ibidem* p. 41.
- 20 - *ibidem* p. 37.
- 21 - *ibidem* p. 38.
- 22 - *ibidem* p. 40.
- 23 - *ibidem* p. 38.
- 24 - *ibidem* p. 66.
- 25 - *ibidem* p. 67.
- 26 - *ibidem* p. 38.
- 27 - *ibidem* p. 56.
- 28 - *ibidem* p. 42.
- 29 - *ibidem* p. 359.
- 30 - *ibidem* p. 342.
- 31 - *ibidem* p. 484.
- 32 - *ibidem* p. 202.
- 33 - *ibidem* p. 340.
- 34 - *ibidem* p. 335.
- 35 - *ibidem* p. 463.
- 36 - *ibidem* p. 489.
- 37 - *ibidem* p. 490.
- 38 - *ibidem* p. 320.